

LA CONVERSION AU SYSTÈME MÉTRIQUE

LA MENACE DE POURSUITES CONTRE LE MILIEU DES AFFAIRES

M. Geoff Scott (Hamilton-Wentworth): Madame le Président, je voulais poser une question au ministre de la Consommation et des Corporations, mais je pourrais peut-être l'adresser au ministre chargé des petites entreprises.

Le ministre de la Consommation et des Corporations n'a pas respecté l'engagement qu'il avait pris devant la Chambre des communes et les détaillants canadiens. En janvier 1981, il avait donné au Parlement l'assurance qu'il ne poursuivrait pas les entreprises qui continueraient à utiliser simultanément les mesures impériales et les mesures métriques. Le ministre va-t-il rappeler son collègue à l'ordre en lui demandant de cesser d'obliger les Canadiens à se conformer au système métrique sous peine d'être traduits devant les tribunaux?

M. David Berger (secrétaire parlementaire du ministre de la Consommation et des Corporations): Madame le Président, les détaillants d'essence se sont entretenus avec le ministre à plusieurs reprises, et le député n'est pas sans savoir qu'ils avaient un comité chargé de surveiller le passage du système impérial au système métrique. Le comité a mis un terme à son mandat plus tôt cette année, puisque la conversion était chose faite dans près de 99 p. 100 des cas. Il se peut que l'adoption du système métrique nuise à certains détaillants dont les concurrents cherchent à enfreindre la loi, aussi le ministre a-t-il pris des mesures en vue d'empêcher que cela ne se produise.

M. Scott (Hamilton-Wentworth): J'ose croire, madame le Président, que le secrétaire parlementaire lui-même ne pousse pas la naïveté jusqu'à croire que tous nos concitoyens adoptent de gaité de cœur le système métrique, que ce soit non seulement dans le domaine de la vente d'essence au détail mais aussi dans bien d'autres secteurs.

LA BROCHURE DE LA COMMISSION DU SYSTÈME MÉTRIQUE

M. Geoff Scott (Hamilton-Wentworth): Madame le Président, le secrétaire parlementaire sait sûrement que la Commission du système métrique fait distribuer, avec tous les chèques d'allocation familiales et de pension, une brochure pentachrome, dont l'impression aurait coûté plus de \$100,000 et dans laquelle on affirme que la conversion au système métrique est facultative au Canada et que nous devons adopter ce système de mesures parce que les États-Unis l'ont fait. Les deux assertions sont fausses.

Le secrétaire parlementaire voudrait-il rappeler au ministre que son propre ministère devrait empêcher la Commission du système métrique de faire de la publicité trompeuse et mensongère?

M. David Berger (secrétaire parlementaire du ministre de la Consommation et des Corporations): Madame le Président, je ne sais pas ce qui donne au député l'impression que la conversion au système métrique est facultative dans certains secteurs; elle est prévue dans la loi sur les poids et mesures que le ministre est chargé d'appliquer. En outre, madame le Président, étant donné que tous les jeunes Canadiens apprennent

Questions orales

aujourd'hui le système métrique, j'ai beaucoup de difficulté à comprendre . . .

M. Epp: Quoi que ce soit.

M. Berger: . . . les pressions qu'exercent les dinosaures qui siègent de l'autre côté de la Chambre.

Des voix: Bravo, bravo!

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE PAKISTAN—LA DISCUSSION DE LA POLITIQUE NUCLÉAIRE

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Des voix: Le chef! Le chef!

Mme le Président: A l'ordre.

M. Crosbie: Madame le Président, apparemment, ils veulent un nouveau chef, de l'autre côté.

Mme le Président: A l'ordre.

M. Crosbie: Madame le Président, le premier ministre doit s'entretenir cette semaine avec le président du Pakistan et il n'est pas sans savoir que bien des gens craignent que ce pays ne soit déterminé à fabriquer une arme nucléaire. Le premier ministre peut-il nous dire ce qu'il attend de ses réunions avec le président du Pakistan et s'il compte l'exhorter à ratifier toute la liste des garanties, ainsi que le traité de non-prolifération des armes nucléaires? Si le président du Pakistan refuse de le faire, allons-nous maintenir notre politique actuelle en refusant de livrer du combustible nucléaire ou tout autre matériel nucléaire à ce pays?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Eh bien, madame le Président, sans entrer dans les détails de ce qui s'est passé ces dernières années, je puis assurer au député que lors de nos dernières négociations avec le Pakistan, nous avons pris fermement position pour nous assurer que ce pays ne deviendra pas un État nucléaire avec l'aide du Canada. Notre position est toujours la même. Bien entendu, nous devons en discuter à nouveau et le Canada souhaite que le Pakistan, comme bon nombre d'autres pays, ratifie le traité de non-prolifération.

Le député demande quelles autres questions seront abordées. Notre ordre du jour est vaste. Toutefois, de par sa situation stratégique, le Pakistan sera certainement disposé à discuter avec nous des problèmes liés à l'invasion soviétique en Afghanistan, question qui, sauf erreur, n'a pas manqué d'inquiéter le député, tout préoccupé qu'il est par la question du leadership.

Des voix: Oh, oh!

M. Crosbie: Madame le Président, c'est le premier ministre qui semble être obnubilé par cette question. Il me semble que le trône n'est pas aussi sûr qu'il le paraît, madame le Président.

M. Baker (Nepean-Carleton): Il lui suffit de regarder derrière lui.

M. Crosbie: Le premier ministre a besoin de garanties.